

Les relations entre les normes européennes internationales et nationales

Sylvaine Poillot Peruzzetto, Professeur Agrégé à l'Université de Toulouse 1,
Nombre d'heures : 15 h

Langue du cours : français

Présentation générale du cours

Il s'agit de mettre en évidence les différentes hypothèses de confrontation entre les normes d'ordres juridiques différents (norme nationale et norme communautaire, 2 normes nationales, norme nationale et convention internationale, 2 conventions etc) et de rechercher les éléments de solution à ce conflit de normes

Thèmes abordés :

Les sources du droit, la technique du droit unifié, la technique de l'harmonisation, la primauté du droit international en droit français, la primauté du droit communautaire, les règles conflictuelles, les règles d'applicabilité, le principe de reconnaissance, les conflits entre norme communautaire et norme d'un état tiers, les conflits entre norme communautaire et norme internationale, les conflits de conventions

Plan :

Introduction :

Les éléments de l'internormativité

Les acteurs de l'internormativité

Le contexte de la recherche de solution

I Les solutions en amont

1 La recherche de la négation du conflit par le droit matériel unifié

2 L'atténuation du conflit par l'harmonisation des législations

II Les solutions en aval

1 Les solutions fondées sur la hiérarchie induisant des relations verticales

- la relation norme internationale/norme interne en droit français

- la relation norme communautaire /norme d'un état membre

2 La variété des éléments de solution dans les relations horizontales

- le cas général des relations entre normes d'ordres juridiques nationaux

- le cas des relations entre normes nationales des Etats membres (hors harmonisation et dans le domaine harmonisé)

- la relation entre la norme communautaire et la norme internationale

- la relation entre la norme communautaire et la norme d'un état tiers

- les relations entre conventions

Bibliographie :

- B. AUDIT, Droit international privé, Economica, 2000
 H. BATIFFOL et P. LAGARDE, Traité de droit international privé, LGDJ, Tome 1, 1993
 P. COURBE, Droit international privé, Armand Colin, coll. Compact droit, 2003
 H. FULCHIRON et C. NOURISSAT, Travaux dirigés de droit international privé, Litec Editions du Jurisclasseur, 2003
 D. GUTMAN, Droit international privé, Dalloz, coll. Cours, 2004
 D. HOLLEAUX, J. FOYER, G. de GEOUFFRE de LA PRADELLE, Droit international privé, Masson, 1987
 Y LOUSSOUARN, P. BOUREL & P. de VAREILLES-SOMMIERES, Droit international privé, Précis Dalloz, 2004
 P. MAYER et V. HEUZE, Droit international privé, Montchrestien, Précis Domat, 2004
 T. VIGNAL Droit international privé A. Colin 2005
 J. COMBACAU, S. SUR Droit international public, Domat 6^{ème} ed 2004
 M. FALLON droit matériel général de l'Union européenne, Bruylant 2002
 C. BLUMANN et L. DUBOUIS Droit institutionnel de l'Union européenne, Litec 2004

Documents étudiés

- directive 2000/31/CE du parlement européen et du Conseil 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique
 - Convention de Vienne sur la vente internationale des marchandises 11.4.80
 - art 55 Constitution
 - cass mixte 24 mai 1975 J. Vabre
 - CE Nicolo 20 octobre 1989
 - CJE Costa c/ Enel 15 juillet 1964
 - CJE Simmenthal 9 mars 1978
 - Art I-6 du traité portant constitution
 - Art 3, 310 civ
 - Cass civ Compagnie Royale belge 13 avril 1999
- la **2ème directive 88/357/CEE** du 22 juin 1988 portant coordination des dispositions législatives réglementaires et administratives concernant l'**assurance directe autre que l'assurance sur la vie**, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice de la libre prestation de service et modifiant la directive 73/239/CEE ;
- la **2ème directive 90/619/CEE** du 8 novembre 1990 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'**assurance directe sur la vie**, fixant les dispositions visant à faciliter la libre prestation de services et modifiant la directive 79/287/CEE.
- CJE Arbalde 23 novembre 1999
 - 1^{ère} civ Pordéa 16 mars 1999
 - règlement 2201/2003 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale
 - CJE Ingmar 9 novembre 2000
 - Convention de Vienne traité des traités 23 mai 1969
 - 1^{ère} civ 17 fev 2004, 5 arrêts
 - arrêt Tod's et Tod's France CJE 30 juin 2005 aff C28/04
 - CJE 20 janvier 2005 aff C-302/02 Nils Laurin Effing
 - CJE 1^{er} mars 2005 aff C281/02 Andrew Owusen
 - CE 5 janvier 2005 n°257341 et 257534 Deprez et Baillard